

# Décret fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération Nationale, créé le 3 juin, et annoncé dans La Dépêche Algérienne du 4 juin 1943.

Documents

**Les généraux GIRAUD et de GAULLE**  
ayant réalisé l'unité de l'Empire

**La Dépêche Algérienne**  
LE GRAND QUOTIDIEN DE L'AFRIQUE DU NORD 1 Fr.  
VENDREDI 4 JUIN 1943

## Le Comité français de la Libération Nationale est constitué

### Le général CATROUX est nommé Gouverneur général de l'Algérie

Une décision enthousiaste et unanime de ses collègues lui conserve ses fonctions de membre du Comité exécutif

COMPOSITION DU COMITÉ FRANÇAIS :  
**Présidents : généraux GIRAUD et de GAULLE**  
Membres : général Catroux, général Georges, MM. R. Massigli, J. Monnet et A. Philip

**Le général Bouscat remplace le général Mendigal**  
au commandement des forces aériennes en Afrique du Nord et en A.O.F.



Général GIRAUD (T. N. 10.760)

Le Comité assure l'autorité sur les territoires et les forces terrestres, navales et aériennes relevant jusqu'à présent soit du Comité national français soit du commandement en chef civil et militaire.

**L'UNITÉ FRANÇAISE**

Q L'ATRE issue de l'opération...  
C L'ATRE issue de l'opération...  
C L'ATRE issue de l'opération...



Général CATROUX (T. N. 10.761)

**PREMIER COMMUNIQUE**

Les généraux DE GAULLE et GIRAUD comme présidents ; le général CATROUX, le général GEORGES, MM. René MASSIGLI, Jean MONNET et André PHILIP comme membres, constituent le Comité français de la Libération nationale qui sera ultérieurement complété par l'adjonction d'autres membres.

Le comité ainsi constitué est le pouvoir central français.

Le comité dirige l'effort français dans la guerre sous toutes ses formes et en tous lieux. En conséquence, il exerce la souveraineté française sur tous les territoires placés hors du pouvoir de l'ennemi. Il assure la gestion et la défense de tous les intérêts français dans le monde.

Il assume l'autorité sur les territoires et les forces terrestres, navales et aériennes relevant jusqu'à présent soit du Comité national français, soit du Commandement en chef civil et militaire.



Général BOUSCAT (T. N. 10.760)

**DECRET OFFICIEL FIXANT L'ORGANISATION ET LE FONCTIONNEMENT DU COMITE FRANÇAIS DE LA LIBERATION NATIONALE**

Le Comité Français de la Libération Nationale, vu l'ordonnance en date du 3 juin 1943, portant institution du Comité Français de la Libération Nationale, décide :

ARTICLE I : Le Comité Français de la Libération Nationale est alternativement présidé par les généraux Giraud et de Gaulle. Les affaires qui entrent dans la compétence du Comité Français de la Libération Nationale sont réparties entre des commissaires. Le Comité nomme les Commissaires, fixe leur nombre et leurs attributions.

ARTICLE II : Au sein du Comité Français est constitué un Comité de Guerre groupant les Commissaires qui, soit par leur compétence, soit par leurs attributions, peuvent particulièrement contribuer à la poursuite de l'effort de guerre sous toutes ses formes. Ce Comité de Guerre assure la conduite générale de la guerre et prend les décisions qui s'y rapportent. En cas d'empêchement ou d'absence, un membre du Comité de Guerre se fait représenter par un autre Commissaire non-membre du Comité de Guerre.

ARTICLE III : En séance plénière du Comité Français de la Libération Nationale, les Commissaires non-membres du Comité de Guerre présentent les affaires relevant de leurs départements, et sont mis au courant de la situation générale. Le Comité, en séance plénière, peut, à la demande de l'un des présidents, être saisi, par décision, de toute affaire déléguée au Comité de Guerre.

ARTICLE IV : Les décisions du Comité Français de la Libération Nationale prennent la forme soit d'ordonnance, soit de décret. L'ordonnance est nécessaire pour toutes les matières qui, sous la République ou autrement, ont fait l'objet d'une loi ou d'un acte ayant la valeur d'une loi. Elle est délibérée en séance plénière du Comité Français de la Libération Nationale. Elle est signée par les deux présidents et contre-signée par le ou les Commissaires intéressés. Les décisions prises en exécution d'une loi ou d'une ordonnance antérieure font l'objet d'un décret signé par les deux présidents et contre-signé par le ou les Commissaires intéressés.

@ MRJ-MOI

Journal La Dépêche Algérienne, 4 juin 1943. Domaine public. Montage © MRJ-MOI (DR)

<https://museemrjmoi.com>